

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Les six sujets prioritaires des pourparlers sur l'agriculture de l'OMC

Le 8 mars dernier, la réunion du Groupe de négociation sur l'agriculture a permis aux Membres de jeter un premier coup d'œil à la marche à suivre dans ce secteur du Programme de Doha pour le développement (PDD) à la suite des résultats positifs obtenus à Nairobi concernant la concurrence à l'exportation.

Alors que l'agriculture demeure le point central des négociations du PDD, le président, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande Vangelis Vitalis, a expliqué que les consultations (plus de 70 consultations bilatérales) qu'il a tenues avec les Membres depuis la mi-janvier ont porté principalement sur les résultats potentiels à atteindre à la 11^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui aura lieu en 2017.

L'ambassadeur Vitalis a identifié six vastes secteurs sur lesquels il faudra travailler :

1. Le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement et une solution permanente aux programmes de détention de stocks publics restent au sommet des priorités pour certains Membres. À la Conférence ministérielle de Nairobi, les ministres ont indiqué que le travail relatif à ces secteurs se poursuit dans les séances de négociations sur l'agriculture. « Concernant les deux enjeux [...], les Membres ne se sont pas exprimés clairement sur la forme d'un résultat éventuel », a indiqué M. Vitalis.
2. La réduction ou l'élimination du soutien interne en agriculture, y compris pour le coton. Le président a mentionné qu'aucun pays jusqu'à

maintenant n'a présenté d'« idées précises » sur la manière de procéder dans ce secteur des pourparlers, mais il prévoit que les consultations des semaines à venir mettront l'accent sur ce sujet.

3. Les négociations concernant l'accès aux marchés demeurent importantes, car certains délégués continuent d'associer les progrès réalisés sur l'accès aux marchés et le soutien interne aux avancées dans tous les autres domaines des négociations.
4. Une mise en œuvre rapide de la décision relative à la concurrence à l'exportation, bien que quelques-uns aient mentionné que des questions sont toujours en suspens dans des domaines comme les crédits à l'exportation, selon le président.
5. L'importance de négocier sur les trois piliers des négociations sur l'agriculture.
6. Finalement, la nécessité d'aborder de nouveaux enjeux tels que les restrictions à l'exportation, les normes sanitaires et phytosanitaires, les normes privées en agriculture et les subventions pour les biocarburants et la bioénergie.

Réaction des Membres

Les Membres ont fait l'éloge des décisions de la CM10, non seulement pour leur substance, mais aussi pour l'élan insufflé aux négociations à venir. L'Australie a indiqué que le Groupe de Cairns se bat depuis 30 ans pour se débarrasser des subventions à l'exportation, et la Conférence de Nairobi a en effet livré des résultats remarquables à cet égard. Cela étant dit, le Canada et les Philippines ont souligné que malgré le résultat positif obtenu sur la concurrence à l'exportation, du travail reste à faire sur les questions des crédits à l'exportation et de l'aide alimentaire.

De nombreux Membres ont également souligné l'importance de mettre en œuvre les décisions prises à Nairobi. Le Comité de l'agriculture de l'OMC fera le suivi. D'ailleurs, une première séance axée principalement sur la concurrence à l'exportation est prévue en juin.

Plusieurs Membres, dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Paraguay, ont mentionné que le soutien interne et l'accès aux marchés sont les secteurs prioritaires pour lesquels ils voudraient voir des progrès dans les négociations à venir.

Divers pays en développement, dont le G-33 (dirigé par l'Indonésie et l'Inde), le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et les groupes des pays les moins avancés, demandent à ce que le travail sur le MSS et la sécurité alimentaire commence

le plus rapidement possible dans le but de trouver une solution permanente à la question de la détention de stocks publics avant la CM11, en 2017.

Certains demandent à ce que la rev4 (la quatrième révision du texte du projet de modalités) demeure la base des négociations, alors que d'autres insistent sur la nécessité d'explorer de nouvelles approches et idées.

De manière générale, les Membres ne veulent pas presser les négociations. Le Canada a indiqué qu'il pourrait être pertinent de prendre le temps d'étudier la situation du soutien interne, alors que les États-Unis ont pressé les Membres d'éviter d'entamer des négociations officielles trop rapidement.

Les présidents continueront de mener des consultations sur les enjeux et le format des négociations à venir.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada